

Depuis vingt ans, Gilles Boss se rend régulièrement dans les camps de réfugiés sahraouis. À travers une exposition, le militant syndical retrace la lutte, souvent oubliée, de ce peuple pour sa libération.

La lutte tenace des oubliés du désert

GUY ZURKINDEN
RÉDACTEUR

GILLES BOSS
PHOTO

À u milieu du désert des déserts algérien, ils sont près de 170 000 à attendre depuis quarante ans dans des camps précaires, où la température dépasse souvent les 50 degrés. En 1975, les 80% du territoire du Sahara occidental – 226 000 km² coincés entre l'Algérie, le Maroc et la Mauritanie – étaient annexés par le Maroc. Après avoir résisté les armes à la main, les Sahraouis se heurtent aujourd'hui à l'indifférence glacée des grandes puissances.

Gilles Boss, militant SSP, est membre du Comité suisse de soutien aux Sahraouis depuis plus de vingt ans. Du 22 juin au 2 juillet, il présentera une exposition de photographies consacrées à ce peuple oublié du désert¹. Interview.

Comment les Sahraouis ont-ils été chassés de leur territoire?

Gilles Boss – De la fin du XIX^e siècle jusqu'à 1974, la région du Sahara occidental est sous la coupe de l'Espagne. Sous pression de l'ONU, celle-ci annonce alors la tenue d'un scrutin sur l'autodétermination du territoire. Hassan II, le roi du Maroc, saisit l'occasion pour organiser la «marche verte»: 350 000 civils marocains, épaulés par 20 000 soldats, franchissent la frontière du Sahara occidental. La pression paie: en novembre de la même année, le gouvernement espagnol signe un accord avec le Maroc, qui reçoit les deux tiers du Sahara occidental, et la Mauritanie, qui en reçoit un tiers. Les troupes marocaines entrent dans le pays en décembre et s'y rendent coupables d'atrocités: assassinats et tortures de civils, bombardements de la population au napalm et au phosphore. Des dizaines de milliers de Sahraouis seront contraints de s'exiler dans des camps de réfugiés en Algérie voisine. Non sans résister. Le Front Polisario de libération, créé en 1973 pour mettre fin à la domination espagnole, proclame la République arabe sahraouie démocratique (RASD) le 27 février 1976 et prend les armes. S'ensuivra une guerre qui durera jusqu'à la signature, en 1991, d'un cessez-le-feu sous l'égide de l'ONU.

Vingt-cinq ans plus tard, un mur coupe le Sahara occidental...

L'ONU s'est prononcée en faveur d'un référendum sur l'autodétermination de ce territoire, aujourd'hui la revendication principale du Polisario. Mais le gouvernement marocain ne veut rien savoir. Il entend garder le contrôle d'une zone qui borde la côte atlantique, une des plus



riches en poissons au monde, et dont le sous-sol est riche en phosphates et en minerais. Pour délimiter le territoire annexé, le Maroc a construit un mur de sable de 2720 kilomètres, aux abords duquel il a déposé près de 10 millions de mines antipersonnel. Les Sahraouis qui vivent sur ces terres occupées sont discriminés. Leurs manifestations en faveur de l'autonomie sont victimes d'une répression féroce.

Quelles sont les conditions de vie dans les camps de réfugiés?

Cela fait quarante ans que les réfugiés sahraouis vivent dans des conditions extrêmement précaires. Les camps sont situés au milieu du désert, sur une terre peu propice à l'agriculture. L'eau est rare et rationnée. Les gens vivent au milieu de la poussière, dans des maisons construites en terre. Les toits sont en tôle, la chaleur devient vite insupportable. La nourriture est fournie par l'aide internationale, et les perspectives d'emploi sont maigres. Malgré ces difficultés, les sahraouis ont réussi à mettre sur pied une société organisée et très égalitaire, dans laquelle les femmes jouent un rôle

important. On trouve des écoles et des services de santé dans chaque camp.

Que faire pour soutenir leur lutte?

L'ADER/S, association pour le développement des Energies Renouvelables-Solaire-Sahara-Solidaire, qui est aussi membre du comité de soutien aux Sahraouis, a équipé en énergie photovoltaïque tous les dispensaires médicaux situés dans les camps. Depuis, nous nous occupons de la maintenance de ces installations et appuyons la formation professionnelle des jeunes Sahraouis, notamment dans le domaine de l'électricité.

Au niveau politique, nous venons de lancer une pétition à l'attention de l'ONU, qui exige la tenue du vote sur l'autodétermination du peuple sahraoui. Il est important de la signer pour sortir cette lutte de l'oubli: www.westernsahara-referendum.org ■

¹ *Les Sahraouis, peuple oublié du désert... 40 ans de lutte et d'attente pour l'indépendance du Sahara occidental.* Forum de l'Hôtel de Ville, place de la Palud, Lausanne. Vernissage le mercredi 22 juin dès 18 h.

Le chiffre

167 800 milliards

En dollars, c'était la somme de la richesse mondiale privée (actifs financiers des ménages hors immobilier) en 2015, selon les calculs du cabinet américain de conseil Boston Consulting Group. Le volume de cette richesse a augmenté de 5,2% par rapport à l'année précédente.

Ces milliards ne sont bien sûr pas répartis de manière équitable entre les près de 7,5 milliards d'habitants que compte notre planète. Près de la moitié (47%) de cette richesse est concentrée par une poignée de millionnaires. Ce sont d'ailleurs les individus comptant une fortune supérieure à 100 millions de dollars qui ont connu la plus forte progression de leur patrimoine – près de 7% – l'année dernière. Si les Etats-Unis, la Chine et le Japon comptent le plus grand nombre de millionnaires, ce sont le Liechtenstein et la Suisse (519 000 millionnaires à elle toute seule!) qui présentent la proportion la plus élevée, de superriches devant Bahreïn et le Qatar. Ce poids disproportionné fait de la Suisse, comme le rappelait le sociologue Ueli Mäder dans les colonnes de l'hebdomadaire *Work* (3 juin 2016), un des pays les plus inégalitaires au monde, juste derrière les Etats-Unis, la Russie, le Zimbabwe et la Namibie.

Selon le Boston Consulting Group, la «richesse offshore» des ménages – c'est-à-dire les capitaux placés hors de leur pays d'origine pour profiter d'impôts plus bas – s'élevait à 10 000 milliards de dollars en 2015. Ce chiffre a augmenté de 3% en une année – signe, comme le souligne le quotidien *Le Monde* (7 juin 2016), que «les paradis fiscaux continuent de bien se porter».

À ce niveau aussi, la Suisse continue à caracolier en tête: en 2015, les banques helvétiques géraient près du 20% de la fortune mondiale offshore, soit 2300 milliards de dollars (*NZZ*, 8 juin 2016).

Pendant ce temps, chaque jour sur Terre, un habitant sur sept se couche le ventre vide, selon les statistiques de l'Organisation des Nations-Unies. ■

Le Brésil contre Temer

Au Brésil, la mobilisation continue face au coup d'Etat institutionnel mené par la droite contre la présidente Dilma Rousseff. Vendredi 10 juin, 200 000 personnes se sont mobilisées, dans dix-neuf Etats, contre le président par intérim, Michel Temer. Les manifestations étaient organisées par les fronts de lutte *Povo sem Medo* («peuple sans peur») et *Brasil Popular* («Brésil populaire»), qui regroupent syndicats et mouvements populaires. Les jours précédents, les mouvements paysans avaient mené une série d'occupations dénonçant l'agenda néolibéral du gouvernement intérimaire. Ce dernier prévoit, entre autres contre-réformes: des attaques sur les retraites; la suppression du Ministère en charge de la réforme agraire; un coup d'arrêt au programme de construction d'habitats populaires. ■

La tragédie des enfants syriens

Le travail des enfants augmente toujours plus en Syrie et dans les pays voisins, alerte l'ONG Terre des hommes. En Jordanie, 84% des employeurs interrogés par le Bureau international du travail (BIT) indiquent avoir engagé des enfants au cours des deux dernières années. Vivant dans une pauvreté extrême, les familles de réfugiés syriens n'ont d'autre choix que d'envoyer leurs enfants travailler pour subvenir à leurs besoins. De leur côté, des organisations terroristes comme l'Etat islamique profitent de cette détresse pour recruter des enfants qu'elles utilisent comme ouvriers ou soldats. Certains ont à peine 7 ans. ■

Appel déposé

L'appel national pour que la Suisse accueille rapidement 50 000 réfugiés, lancé par des personnalités issues du monde syndical, politique et artistique, a franchi la barre des 10 000 signatures. Il sera remis au Conseil fédéral le lundi 20 juin prochain à 10 h 15 à Berne. Les Jeunes Verts déposeront en même temps leur appel «pour une politique de réfugiés humaine», qui demande notamment un moratoire sur les renvois Dublin et l'accueil facilité de réfugiés par la mise en place de corridors humanitaires. La remise des signatures sera accompagnée d'une conférence de presse. ■